

L'ABEILLE

LE JOURNAL DES AFFAIRES, TOUTES LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.

GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT

"Sous la UNION nous célébrons"

JEU. MATIN, 18 AOUT 1851.

INTERIEUR,

Nouvelle-Orléans, 13 aout.

L'affaire des capitaines J. V. Jones et J. P. Penn et du lieutenant Garnier, qui devait être jugée hier, par la Cour Marié de coquetterie à cet effet à son arrivée par le colonel Snell, ce dernier ayant obtenu des explications satisfaisantes sur la conduite, n'a été tenue à la cérémonie du 14 juillet dernière.

C'est avec plaisir que nous avons vu l'heure gagnée de Jackson, Mississippi, que M.M. John W Smith et G. J. Dunnington, avocats pour la division centrale du territoire, ont obtenu de la Nouvelle-Orléans à Nashville, ayant complété le travail des plans détaillés étaient établis à la Ville qui obtient un tiers du produit de la vente de la bâtière actuelle, une nouvelle levée et la propriété absolue de toute l'avallance qui pourra se former par la suite, et dont la valeur est incalculable.

En se renseignant enfin, le comité observe que l'arrangement proposé est conseillé par des considérations de toute personne qui a les intérêts de la ville à cœur, jugées suffisantes pour faire adopter les mesures qu'il recommande. Les principales de ces considérations pourraient réduire à celles-ci:

1. Qu'il est impossible de prévenir le résultat d'un procès avec les réclamants, processus dont le dénouement fut-il même favorable, ne produirait que le gain d'une chose à charge, qui absorberait en vain les ressources de la ville;

2. Que pendant la durée de cette affaire, le débarquement en face du faubourg Ste. Marie, déjà dans un état de crues suffisantes, lui a été arraché à la vie, malgré l'avoir connue, Ami! Nous yons ne le vront jamais! Quoi! nous ne te verrons jamais faire et follement avec nous! Celle pensée! mais le fatal arrêt a été prononcé; il a dû s'ouvrir!

3. Que ce compromis procure à la ville de grande avance pécuniaires, qu'elle ne peut avoir l'espérance de tirer d'une autre source;

4. Que les vraies intérêts de la ville exigent l'imperativement que tous les réclamants soient priés à l'égard de cette bâtière, il ne peut jamais se présenter pour les exclure une occasion plus opportune que celle qui est offerte à la cité.

En conséquence de ces considérations le comité a soumis au Conseil les conditions de l'arrangement auxquelles les propriétaires de la façade du faubourg et les héritiers Deslondes ont enfin consenti; elles se composent de deux articles suivants:

Art. 1. Il sera fait une nouvelle levée dont les dimensions seront fixées par le volet de la ville. Elle sera faite aussi longtemps que possible de la levée actuelle, de façon à inclure toute cette partie de la bâtière qu'on pourra prendre sur le bord du fleuve, afin qu'elle puisse devenir un débarquement convenable pour les bateaux à vapeur et les bateaux.

Art. 2. Cette levée appartiendra pour toujours à la Corporation, qui sera autorisée à demander et à percevoir le droit de levée comme de coutume.

Art. 3. L'ACCESSION DE LA NATURE QUELQUEU. PUS SEULE, A L'AVENIR, SERA, SANS AUCUNE RESERVE, LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE LA CORPORATION QUI EN DISPOSERA COMME TELLE.

Art. 4. Le titre de la Corporation au terrain sur lequel le nouveau marché existe, sera confirmé.

Art. 5. Les rues perpendiculaires au fleuve seront continuées jusqu'à la nouvelle levée qui doit être faite.

Art. 6. Un espace d'une dimension semblable à celui occupé par la rue de la Nouvelle-levée sera laissé, au pied de celle qui doit être construite, pour faire une nouvelle rue.

Art. 7. La rue actuellement nommée de la Nouveaux, sera confiée au public; et ses dimensions resteront de soixante pieds de large, y compris les bandes qui appartiennent à celle qui pourra, dans l'espace d'une année, ouvrir cette malle. Bien plus le propriétaire du plus ancien qui voudra risquer la même somme que l'inventeur exposé, sera pendu toute l'année depuis la clé, et chaque jour devant lui, la malle sera ouverte et refermée. Cette révise à 365 combinaisons diverses qui s'adaptent à chaque jour de l'année.

FRANÇAIS DES CULTURES.

Nous donnons à nos lecteurs un tableau comparatif des grâces de lait Anglois avec toutes les autres recettes de la charcuterie. Nous avons extrait de nos sources d'usage intitulé "Quatre années de résidence en Angleterre", par le R. Col. Calvert. Cet ouvrage intérressant, nous sommes à New-York, paraîtra bientôt.

NATIONS.

	Nombre	Montant des denrées du commerce
France.	8 850 000	8 850 000
Italie.	2 000 000	2 000 000
Espagne.	11 000 000	4 850 000
Portugal.	3 000 000	3 320 000
Hongrie, catholique.	4 000 000	1 210 000
Catholiques.	1 050 000	279 728
Lutherans.	650 000	165 110
Italie.	10 200 000	3 450 000
Autriche.	14 915 000	4 520 000
Suisse.	1 720 000	4 620 000
Etats confédérés d'Allemagne.	12 763 000	3 370 000
Hollande.	2 000 000	710 400
Denmark.	6 000 000	1 115 800
Danemark.	1 700 000	472 800
S. Ed.	3 400 000	1 065 720
Russie, rive grec.	8 000 000	2 234 000
Catholiques et Luthériens.	6 000 000	1 776 000
Chine et Inde.	6 000 000	394 272
Amérique du Nord.	15 000 000	3 958 000
Amériques dispersées sur la face du Globe.	3 000 000	666 000
		\$ 41 365,152

Angleterre.—Sa population branche 4 4 6 500 000 personnes au clergé

4 4 6 500 000

UN DERNIER MOT SUR L'AFFAIRE DES HERITIERS DESLONDSES.

Nous avons rempli notre tâche envers le public. Nous avons rendu compte de la manière la plus minutieuse et la plus scrupuleuse de la nature des compromis qui paraissent, selon toutes les apparences devoir se concilier avec la Corporation à transiger avec les héritiers Deslondes et à accepter les propositions qui leur sont faites par ces derniers. Mais, si malgré l'ordre prescriptible de la bonté de la cause que nous avons embrassée, si malgré tous les efforts que nous avons faits pour la présenter dans son tout jour et fixer d'une manière positive l'opinion du public sur les avantages qu'offre un semblable contrat à la communauté entière, nous ne réussissons pas à porter la conviction dans tous les cas, à dissiper les doutes mal fondés des uns, et à convaincre, par nos observations, les jugemens anticipés des autres; si même, à holtz grand regret, les motifs sur lesquels nous avons établi nos raisonnements ne paraissent pas suffisants pour engager le Conseil de Ville à donner la main à nos frères, alors nous renfermons de l'arbre dans lequel nous nous sommes lancés non avec les honneurs de la guerre, mais doigt honorablement, mais avec la conscience satisfaisante, et avec ce sentiment consolateur que tout ce que nous avons dit, tout ce que nous avons fait pour avoir l'intérêt général et le bien de toute la communauté. Aurons-nous donc à redouter une véritable défaite? pourrons-nous que les membres du Conseil de Ville, dont le mandat exclusif d'assurer à la ville tous les avantages qu'elle peut obtenir, de défendre ses droits, protéger ses intérêts et faire tous leurs efforts pour lui donner l'avenir le plus prospère, pourrons-nous penser enfin que dans la circonstance actuelle il se trouvera au Conseil un seul membre qui se votera dans cette question d'après son caractère et conscience, et le feront ainsi, qui n'auront à la cause que nous avons épousée tout le succès qu'elle doit infailliblement obtenir! Non; un semblable résultat n'est pas à craindre. Nos adhérents sont trop penetrés des sentiments de leur devoir et de l'importance de leur mission pour qu'il soit possible de leur donner une opinion sur cette cause. Nécessité nous le cacheons pas ici; cette question est de nature à blesser l'intérêt de quelques individus; que le fait de la construction d'une levée nouvelle, il résistera un espace de temps à la suite construite: les propriétaires qui se trouvent sur l'arréte de ces espaces, seront plus éloignés qu'aujourd'hui des bords du Mississippi perdront une partie de la rivière, mais que celles qui sont aujourd'hui, le géographe ne saura pourtant faire mouvoir toutes les ressources qui doivent faire pour l'opérer entre la Corporation et les héritiers Deslondes.

INTERIEUR,

Nouvelle-Orléans, 13 aout.

L'affaire des capitaines J. V. Jones et J. P. Penn et du lieutenant Garnier, qui devait être jugée hier, par la Cour Marié de coquetterie à cet effet à son arrivée par le colonel Snell, ce dernier ayant obtenu des explications satisfaisantes sur la conduite, n'a été tenue à la cérémonie du 14 juillet dernière.

Nous nous sautons terminer dans phénoménal les combinaisons qui ont engagé les membres du conseil à accepter la transaction proposée par les héritiers Deslondes.

Le comité observa que l'arrangement proposé est tout à fait dans le point de vue financier il est facile de voir que les offres qui sont faites sont d'un avantage immense à la Ville qui obtient un tiers du produit de la vente de la bâtière actuelle, une nouvelle levée et la propriété absolue de toute l'avallance qui pourra se former par la suite, et dont la valeur est incalculable.

En se renseignant enfin, le comité observe que l'arrangement proposé est conseillé par des considérations de toute personne qui a les intérêts de la ville à cœur, jugées suffisantes pour faire adopter les mesures qu'il recommande.

Les principales de ces considérations pourraient réduire à celles-ci:

1. Qu'il est impossible de prévenir le résultat d'un procès avec les réclamants, processus dont le dénouement fut-il même favorable, ne produirait que le gain d'une chose à charge, qui absorberait en vain les ressources de la ville;

2. Que pendant la durée de cette affaire, le débarquement en face du faubourg Ste. Marie, déjà dans un état de crues suffisantes, lui a été arraché à la vie, malgré l'avoir connue, Ami! Nous yons ne le vront jamais! Quoi! nous ne te verrons jamais faire et follement avec nous! Celle pensée! mais le fatal arrêt a été prononcé; il a dû s'ouvrir!

3. Que ce compromis procure à la ville de grande avance pécuniaires, qu'elle ne peut avoir l'espérance de tirer d'une autre source;

4. Que les vraies intérêts de la ville exigent l'imperativement que tous les réclamants soient priés à l'égard de cette bâtière, il ne peut jamais se présenter pour les exclure une occasion plus opportune que celle qui est offerte à la cité.

En conséquence de ces considérations le comité a soumis au Conseil les conditions de l'arrangement auxquelles les propriétaires de la façade du faubourg et les héritiers Deslondes ont enfin consenti; elles se composent de deux articles suivants:

Art. 1. Il sera fait une nouvelle levée dont les dimensions seront fixées par le volet de la ville. Elle sera faite aussi longtemps que possible de la levée actuelle, de façon à inclure toute cette partie de la bâtière qu'on pourra prendre sur le bord du fleuve, afin qu'elle puisse devenir un débarquement convenable pour les bateaux à vapeur et les bateaux.

Art. 2. Cette levée appartiendra pour toujours à la Corporation, qui sera autorisée à demander et à percevoir le droit de levée comme de coutume.

Art. 3. L'ACCESSION DE LA NATURE QUELQUEU. PUS SEULE, A L'AVENIR, SERA, SANS AUCUNE RESERVE, LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE LA CORPORATION QUI EN DISPOSERA COMME TELLE.

INTERIEUR,

Nouvelle-Orléans, 13 aout.

L'affaire des capitaines J. V. Jones et J. P. Penn et du lieutenant Garnier, qui devait être jugée hier, par la Cour Marié de coquetterie à cet effet à son arrivée par le colonel Snell, ce dernier ayant obtenu des explications satisfaisantes sur la conduite, n'a été tenue à la cérémonie du 14 juillet dernière.

Nous nous sautons terminer dans phénoménal les combinaisons qui ont engagé les membres du conseil à accepter la transaction proposée par les héritiers Deslondes.

Le comité observa que l'arrangement proposé est tout à fait dans le point de vue financier il est facile de voir que les offres qui sont faites sont d'un avantage immense à la Ville qui obtient un tiers du produit de la vente de la bâtière actuelle, une nouvelle levée et la propriété absolue de toute l'avallance qui pourra se former par la suite, et dont la valeur est incalculable.

En se renseignant enfin, le comité observe que l'arrangement proposé est conseillé par des considérations de toute personne qui a les intérêts de la ville à cœur, jugées suffisantes pour faire adopter les mesures qu'il recommande.

Les principales de ces considérations pourraient réduire à celles-ci:

1. Qu'il est impossible de prévenir le résultat d'un procès avec les réclamants, processus dont le dénouement fut-il même favorable, ne produirait que le gain d'une chose à charge, qui absorberait en vain les ressources de la ville;

2. Que pendant la durée de cette affaire, le débarquement en face du faubourg Ste. Marie, déjà dans un état de crues suffisantes, lui a été arraché à la vie, malgré l'avoir connue, Ami! Nous yons ne le vront jamais! Quoi! nous ne te verrons jamais faire et follement avec nous! Celle pensée! mais le fatal arrêt a été prononcé; il a dû s'ouvrir!

3. Que ce compromis procure à la ville de grande avance pécuniaires, qu'elle ne peut avoir l'espérance de tirer d'une autre source;

4. Que les vraies intérêts de la ville exigent l'imperativement que tous les réclamants soient priés à l'égard de cette bâtière, il ne peut jamais se présenter pour les exclure une occasion plus opportune que celle qui est offerte à la cité.

En conséquence de ces considérations le comité a soumis au Conseil les conditions de l'arrangement auxquelles les propriétaires de la façade du faubourg et les héritiers Deslondes ont enfin consenti; elles se composent de deux articles suivants:

Art. 1. Il sera fait une nouvelle levée dont les dimensions seront fixées par le volet de la ville. Elle sera faite aussi longtemps que possible de la levée actuelle, de façon à inclure toute cette partie de la bâtière qu'on pourra prendre sur le bord du fleuve, afin qu'elle puisse devenir un débarquement convenable pour les bateaux à vapeur et les bateaux.

Art. 2. Cette levée appartiendra pour toujours à la Corporation, qui sera autorisée à demander et à percevoir le droit de levée comme de coutume.

Art. 3. L'ACCESSION DE LA NATURE QUELQUEU. PUS SEULE, A L'AVENIR, SERA, SANS AUCUNE RESERVE, LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE LA CORPORATION QUI EN DISPOSERA COMME TELLE.

INTERIEUR,

Nouvelle-Orléans, 13 aout.

L'affaire des capitaines J. V. Jones et J. P. Penn et du lieutenant Garnier, qui devait être jugée hier, par la Cour Marié de coquetterie à cet effet à son arrivée par le colonel Snell, ce dernier ayant obtenu des explications satisfaisantes sur la conduite, n'a été tenue à la cérémonie du 14 juillet dernière.

Nous nous sautons terminer dans phénoménal les combinaisons qui ont engagé les membres du conseil à accepter la transaction proposée par les héritiers Deslondes.

Le comité observa que l'arrangement proposé est tout à fait dans le point de vue financier il est facile de voir que les offres qui sont faites sont d'un avantage immense à la Ville qui obtient un tiers du produit de la vente de la bâtière actuelle, une nouvelle levée et la propriété absolue de toute l'avallance qui pourra se former par la suite, et dont la valeur est incalculable.

En se renseignant enfin, le comité observe que l'arrangement proposé est conseillé par des considérations de toute personne qui a les intérêts de la ville à cœur, jugées suffisantes pour faire adopter les mesures qu'il recommande.

Les principales de ces considérations pourraient réduire à celles-ci:

1. Qu'il est impossible de prévenir le résultat d'un procès avec les réclamants, processus dont le dénouement fut-il même favorable, ne produirait que le gain d'une chose à charge, qui absorberait en vain les ressources de la ville;

2. Que pendant la durée de cette affaire, le débarquement en face du faubourg Ste. Marie, déjà dans un état de crues suffisantes, lui a été arraché à la vie, malgré l'avoir connue, Ami! Nous yons ne le vront jamais! Quoi! nous ne te verrons jamais faire et follement avec nous! Celle pensée! mais le fatal arrêt a été prononcé; il a dû s'ouvrir!

3. Que ce compromis procure à la ville de grande avance pécuniaires, qu'elle ne peut avoir l'espérance de tirer d'une autre source;

4. Que les vraies intérêts de la ville exigent l'imperativement que tous les réclamants soient priés à l'égard de cette bâtière, il ne peut jamais se présenter pour les exclure une occasion plus opportune que celle qui est offerte à la cité.

En conséquence de ces considérations le comité a soumis au Conseil les conditions de l'arrangement auxquelles les propriétaires de la façade du faubourg et les héritiers Deslondes ont enfin consenti; elles se composent de deux articles suivants:

Art. 1. Il sera fait une nouvelle levée dont les dimensions seront fixées par le volet de la ville. Elle sera faite aussi longtemps que possible de la levée actuelle, de façon à inclure toute cette partie de la bâtière qu'on pourra prendre sur le bord du fleuve, afin qu'elle puisse devenir un débarquement convenable pour les bateaux à vapeur et les bateaux.